

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3115 - JEUDI 11 JANVIER 2018

EDUCATION CIVIQUE

«**Le ministère n'a affecté personne dans les collèges et lycées de Brazzaville**»



Jean-Pierre Mahinga

Le propos est du directeur général de l'Éducation civique, qui dément formellement l'information faisant état de l'affectation par le ministère de tutelle du personnel dans les collèges et lycées de la capitale.

Jean-Pierre Mahinga éclaire, dans une inter-

view exclusive aux Dépêches de Brazzaville, les tenants et aboutissants d'une démarche qui, d'après lui, n'a rien à voir avec les allégations déplacées dont certains milieux se font l'écho depuis quelque temps.

Page 5

GUY-BRICE PARFAIT KOLÉLAS À RFI

«**Le candidat à la présidentielle c'était moi, pas Ntoumi**»



Guy-Brice Parfait Kolélas devant la presse

S'il polémique en partie sur les résultats de la présidentielle de 2016 qu'il a perdue aussi bien que d'autres concurrents, Guy-Brice Parfait Kolelas dit ne pas être d'accord avec le pasteur Ntoumi pour les violences qui se passent dans le département du Pool.

Dans l'interview qu'il a accordée à Ra-

dio France internationale (RFI), hier, il revient sur l'accord du 23 décembre et sur la situation des personnes détenues depuis plusieurs mois à la Maison d'arrêt centrale de Brazzaville parmi lesquelles Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa.

Page 3

DÉVELOPPEMENT

Une plate-forme pour impulser les activités agro-pastorales dans le Pool

Afin de favoriser le développement rural, la Fédération des organisations de développement du Pool (Codp) vient de mettre sur pied une plate-forme chargée de promouvoir les activités agro-pastorales dans ce département, considéré comme le grenier de Brazzaville.

L'objectif de cette plate-forme, a précisé le président de la Codp, Prosper Mbalou, est d'impulser le développement multisectoriel de ce département qui pourvoit à 80% la ville capitale en produits vivriers frais dont le manioc, l'arachide, les légumes et les fruits de type litchis, mangoustans, mangues et agrumes.

ÉDITORIAL

Etrange !

Page 2

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

La Banque mondiale prévoit une embellie en 2018

L'institution financière internationale a annoncé « une embellie économique mondiale cette année, en dépit des risques à plus long terme ».

Le produit intérieur brut mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après 3% en 2017, soit 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

« La croissance mondiale est plus forte que ce que nous avions prévu », précise l'institution, soulignant que 2018 annonce de « bonnes chances » d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque.

Page 9



ÉDITORIAL

Etrange !

Il faut bien reconnaître que ce début d'année 2018 ne ressemble à aucun autre, du moins dans le cours des deux ou trois dernières décennies.

Entre un Donald Trump qui multiplie les provocations, un Xi Jinping qui affirme tranquillement sa volonté de faire de la Chine la première puissance mondiale, une Angela Merkel apparemment incapable de construire une majorité stable, un Emmanuel Macron qui surfe avec un talent rare sur la préservation de la nature, une Theresa May qui ne sait visiblement pas comment sortir de l'impasse dans laquelle le Brexit a plongé le Royaume-Uni, un Vladimir Poutine qui refait lentement mais sûrement de la Russie la première puissance du vaste continent européen, la fronde droitiste des dirigeants des anciens pays de l'Est qui menace la stabilité de l'Union européenne, la communauté internationale perd l'un après l'autre tous ses repères.

Certes - nous l'avons évoqué de différentes façons dans nos colonnes ces dernières semaines - le pire peut sortir à tout instant du dérapage incontrôlé de l'une ou l'autre des grandes puissances qui tentent de profiter de la redistribution des cartes sur la table mondiale pour mieux asseoir son autorité au sein de la communauté internationale. Mais le meilleur peut en surgir aussi contrairement aux apparences, car deux grands problèmes planétaires peuvent au final convaincre les Grands de ce monde que seule leur entente permettra d'éviter la plongée dans le chaos: le premier est la lutte contre le terrorisme, les trafics humains, les violences de toute nature engendrées sur les cinq continents par le fanatisme religieux; le second est la lutte pour la protection de la nature qui seule permettra de lutter efficacement contre le dérèglement climatique, la fonte des glaces sur les pôles, la montée des eaux qui en découle, la dégradation de l'air.

Si l'on y réfléchit bien, le meilleur peut aussi sortir des désordres présents. Le meilleur, c'est-à-dire une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale qui donnerait aux peuples du Sud la place correspondant à leur poids présent et à venir dans les institutions qui gèrent la communauté internationale. Est-il absurde donc d'imaginer que l'Union africaine inscrive un tel changement en tête de ses objectifs pour l'année qui débute ?

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES ORGANISATIONS

La FMC appuie la lutte contre les antivaleurs

Le premier secrétaire de la formation politique juvénile affiliée au Parti congolais du travail (PCT), Juste Bernardin Gavet, a indiqué le 9 janvier à Brazzaville que leur plus grande action de l'année en cours consistera à la mobilisation des forces pour accompagner les pouvoirs publics dans la mise en œuvre des politiques de développement.



Le présidium de la FMC au siège communal du PCT/Adiac

Juste Bernardin Gavet s'exprimait à l'occasion de la réunion de restitution des conclusions de la 7e session ordinaire du comité central du PCT aux responsables de la Force montante congolaise (FMC), jeunesse du parti au pouvoir. « Nous sommes dans une situation de crise et si nous voulons en sortir, il faudrait que toutes les forces vives de la nation soient mobilisées. Donc pour nous, il s'agira de sensibiliser à la fois aux questions économiques et civiques pour faire des jeunes des véritables citoyens qui participent au développement de la société », a-t-il souligné.

S'agissant des conclusions de la réunion du comité central du PCT, tenue du 28 au 30 décembre dernier, il a, entre autres, cité la préparation du 5e congrès ordinaire, prévu cette année. « Ce qui nous concerne c'est la politique du parti à l'endroit des jeunes. Dans la feuille de

route du parti en 2018, il y a une disposition allant dans le sens de la poursuite d'une politique dynamique des jeunes et des femmes, mais aussi l'achèvement du processus d'installation des organes intermédiaires et de base de la FMC », a-t-il poursuivi, invitant la jeunesse du PCT à s'approprier ces conclusions et à s'en impliquer pleinement dans leur concrétisation.

Dans sa communication, le premier secrétaire de la FMC est également revenu sur le discours du président de la République sur l'état de la nation devant le parlement réuni en congrès. Sans faire trop de commentaires, il a retenu les antivaleurs qui gangrènent la société congolaise. En effet, pour lui, certains jeunes ont fait du pillage des deniers publics une valeur ajoutée. C'est ainsi qu'il leur a demandé de saisir cette opportunité pour accompagner le chef de

l'Etat et aider le gouvernement à installer la bonne gouvernance tant souhaitée.

« Il était également question pour nous de vulgariser ce discours mais aussi de donner des orientations allant dans le sens de l'accompagnement de cette volonté affirmée par le président de la République pour que la lutte contre les antivaleurs soit réellement effective, en ce qui concerne notre organisation, et au-delà toute la jeunesse congolaise », a-t-il déclaré.

Insistant sur les antivaleurs, Juste Bernardin Gavet pense que ce serait une erreur de sacrifier tout un pays pour des comportements néfastes de quelques individus, membres du parti ou de la majorité présidentielle. « Ne soyez pas surpris de suivre des déclarations de la FMC demandant le départ d'un membre du parti du gouvernement », a-t-il averti.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre

Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INSÉCURITÉ DANS LE POOL

Guy Brice Parfait Kolelas s'inquiète de l'attitude de Ntoumi

De passage à Paris (France), le président de l'Union des démocrates humanistes (Udh-Yuki) et député de Kinkala 2 (Pool), Guy Brice Parfait Kolelas a été abordé par RFI. Il dit être surpris par l'attitude belliciste de Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntoumi, tout en saluant l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités que les représentants de ce dernier ont signé le 23 décembre avec le gouvernement. Voici quelques morceaux choisis de cet entretien.

« Le pasteur Ntoumi avait soutenu ma candidature en mars 2016, mais je ne suis pas d'accord avec lui quand il y a eu ce qui s'est passé dans le Pool. Parce que le candidat c'était moi, je suis un pacifiste, je ne vois pas ce qui s'est passé pour créer des combats dans le département du Pool. (...) », a-t-il déclaré.

Répondant à la question relative aux mesures urgentes que les autorités doivent prendre conformément à l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités, l'ancien ministre de la Fonction publique devenu opposant a indiqué : « ...Il faut que les autorités mettent en place déjà la commission ad hoc qui a été spécifiée dans le fameux accord. Cette commission doit prendre en compte toutes les parties

belligérantes. J'insiste sur cela parce qu'il y a des écuries de combattants dans le Pool. Toutes ces écuries ne sont pas sous la coupe de Ntoumi. Donc, ces écuries doivent envoyer leurs délégués dans cette fameuse commission ad hoc, de façon à les rassurer quant à leur sortie et à la pacification effective, pour que tout le monde soit en confiance ».

La deuxième mesure, a-t-il renchérit, est l'envoi dans le Pool d'une mission de la Croix rouge internationale et du Programme des Nations unies pour le développement afin de dénombrer des maisons et des villages entiers détruits. Une façon de rassurer la population quant à son retour effectif dans les villages. Par ailleurs, Guy Brice

Parfait Kolelas est quelque peu contradictoire à propos des résultats de l'élection présidentielle de mars 2016. D'un côté, il reconnaît la victoire de Denis Sassou N'Guesso et de l'autre, il revendique qu'un second tour devait l'opposer à Jean Marie Michel Mokoko.

En outre, le président de l'Udh-Yuki ne reconnaît pas un deal entre lui et le chef de l'Etat congolais pour qu'il soit désigné chef de l'opposition. « ...Je me suis présenté à l'élection présidentielle pour être chef de l'Etat et je continuerai à me battre pour l'être avant que je ne quitte ce monde », a-t-il rétorqué.

A propos des deux candidats à l'élection présidentielle (Jean Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa) qui sont en prison, le président de l'Udh-Yuki a précisé : « Pour moi, ces frères ne devraient pas être en prison. Je ne sais pas pourquoi ils ont été emprisonnés. Lors du dernier discours sur l'état de la nation le 30 décembre, le



Guy Brice Parfait Kolelas

président a demandé à ce que ces gens soient relaxés. Ce n'est pas la demande de grâce que je demande, puisqu'ils n'ont pas encore été jugés. Plutôt, je demanderais à ce que la chambre d'accusation prononce un non-lieu ».

Lors de son message sur l'état de la nation, le 30

décembre, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso avait émis le vœu « en tant que garant des institutions » de voir le procès concernant « les citoyens en garde à vue prolongée » s'ouvrir courant le premier trimestre de cette année.

Roger Ngombé

IMPULSION DES ACTIVITÉS AGRO-PASTORALES

Création d'une plate-forme dans le Pool

L'initiative dont le lancement interviendra en février prochain a été annoncée par le président de la Confédération des organisations de développement du Pool, Prosper Mbaloula.

La nouvelle plate-forme vise à favoriser le développement rural à travers l'organisation des séances d'échange d'expériences inter districts. Par ailleurs, les cellules mises en place vont aussi promouvoir les activités agro-pastorales, socioculturelles, sportives et touristiques ; la création des ateliers de transformation des produits locaux ainsi que la négociation auprès des partenaires éventuels.

Le président de la Confédération des organisations de développement du Pool, Prosper Mbaloula, a indiqué le 6 janvier à l'Agence congolaise d'information que tout est en train d'être mis en œuvre pour accélérer le lancement de la plate-forme locale. L'objectif principal, a-t-il indiqué, est d'impulser le développement multisectoriel dans ce département qui vient de connaître près de deux ans de violence armée.

Les organisateurs de cette plate-forme de développement local se proposent, au plan socio-culturel, de distinguer les personnalités qui se sont illustrées dans la réalisation des projets de développement dans le Pool. Ils prévoient sous peu de distinguer soixante-quatre personnalités, dont trente-huit à titre anthume et vingt-six autres à titre posthume, au cours d'une manifestation imminente à Kinkala.

Le Pool est le grenier de Brazzaville, à laquelle il fournit 80 % des produits vivriers frais, notamment du manioc et produits légumineux. Le département produit également de haricot, d'arachide, de gingembre, de légumes, de banane plantain, fruits (litchis, mangoustans, mangues greffées et agrumes), de vin et de noix de palme dont la majorité est destinée à Brazzaville.

Plusieurs fermes sont installées dans cette partie sud du pays, produisant des œufs, des poulets de chair, de la viande de porc venant des villages agricoles de Nkouo et Invouba.

Fiacre Kombo

TECHNOLOGIES

Osiane 2018 décortique l'industrie numérique

L'Association Pratic qui organise le rendez-vous international lui donne, cette année, un zeste d'innovation à la hauteur des attentes, avec des participants et institutions de plusieurs pays.

Le Salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane) qu'abrite Brazzaville du 17 au 20 avril prochain, pour la deuxième fois, va éclairer sur les défis de l'industrie numérique dans le développement de l'économie.

Le thème révélateur « Le développement économique et le défi de l'industrie du futur » laisse déjà présager de gros débats sur la manière dont les pays doivent faciliter l'accès à Internet à un grand nombre de citoyens et entreprises, à

un prix raisonnable. Il s'agit, inévitablement, de développer des services nécessaires pour faire bon usage des TIC et promouvoir l'innovation.

Dans cet optique, Osiane 2018 mettra en place une plateforme d'échanges entre secteur privé, société civile et administration publique afin de définir divers axes de développement coordonnés. Le salon ambitionne ainsi de servir de tremplin pour initier des pistes afin d'aider décideurs et acteurs dans la transformation de l'économie traditionnelle en une économie moderne, diversifiée et inclusive, en s'appuyant sur les TIC.

Cette année, pour tonifier le rendez-vous qui se tient sous le patronage du Premier ministre, chef du gouvernement, le salon

affiche onze tables rondes, cinq ateliers, trois formations, le tout pour soixante-dix panelistes qui viennent de plusieurs pays et institutions majeures, à l'instar de l'Union internationale des télécommunications. Entre expositions, tribunes médiatiques, convention, activités numériques et formation, Il compte accueillir plus de deux mille cinq cents visiteurs.

L'association Pratic que dirige Luc Missidimbazi bénéficie de l'appui de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques et autres institutions nationales et internationales pour réussir le pari de l'évènement.

Osiane place désormais Brazzaville comme catalyseur d'une nouvelle approche collaborative sur les TIC, fondée sur quatre « univers ». De « Tech-Univers » en passant par « Publi-Univers », « Eco-Univers » et « Inov-Univers », Osiane donnera des réponses à plusieurs problématiques partant des infrastructures, de moyens de financement, de l'écosystème, de la formation, des incubateurs, etc. Osiane 2018 dévoilera, lors d'une soirée de gala, son prix de la meilleure administration numérique. Une innovation parmi tant d'autres que l'évènement compte apporter.

Quentin Loubou



Vue d'un panel lors de l'édition 2017 à Brazzaville

GENDARMERIE NATIONALE

Une quarantaine d'agents élevés aux grades supérieurs

Un colonel, un lieutenant-colonel, sept commandants et autres officiers subalternes ainsi que des sous-officiers ont porté leurs insignes de grade le 10 janvier à Brazzaville pour le compte du premier trimestre 2018.



Un échantillon des promus/Adiac

La cérémonie a été présidée par le commandant de la gendarmerie nationale, le général Paul Victor Moigny. Il s'est félicité du fait que de nombreux gendarmes étaient inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 2018. « Chaque avancement vous expose à plus de responsabilités. Nous osons croire que vous serez à la hauteur de celles-ci », a-t-il espéré.

Quant aux recalés, il leur a recommandé de redoubler d'efforts pour récolter le succès l'année prochaine, car l'heure n'était pas aux lamentations. « Je vous dis courage car vous n'avez pas forcément démerité. Ainsi se perpétuera toujours la tradition de

l'excellence, de l'effort et de la récompense au sein de la gendarmerie nationale, ceci dans la discipline, la disponibilité et la loyauté à la nation », a précisé le général Paul Victor Moigny.

Faisant le bilan de l'année dernière, il a rappelé que la contribution de chacun à la mise en œuvre des orientations de la hiérarchie et des directives du commandement a été essentielle pour poser les fondations de l'ambitieux programme « gendarmerie 2025 ». Selon lui, en 2017 cette composante de la force publique a mené à terme la formation et le déploiement de la première vague de 1 300 élèves-gendarmes, constituant la 12e promotion. « C'est un effort encourageant qui nous

a permis de renforcer notre maillage territorial et d'être au plus près de la population à travers le pays, particulièrement dans l'arrière-pays où nous avons créé de nombreuses unités d'intervention et territoriales », a-t-il souligné.

En effet, ce déploiement a permis la création de la compagnie territoriale de l'Ile Mbamou dans le département de Brazzaville, celle de Kellé dans la Cuvette-Ouest et Mbinda dans le Niari. Dans le cadre des engagements internationaux du pays, la gendarmerie a continué d'assumer sa mission au sein de la Minusca à travers l'unité de police constituée, projetée en République centrafricaine en août dernier.

Parfait Wilfried Douniama

UNESCO

Réunion d'experts sur les jeux traditionnels

En vue d'utiliser les technologies de l'information et de la communication pour sauvegarder et promouvoir les sports et jeux traditionnels, la deuxième rencontre annuelle d'experts et de consultation des jeunes se tiendra du 15 au 16 janvier, au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) à Paris, en France.

La réunion s'inscrit dans le cadre du projet pilote mondial de création d'une bibliothèque numérique ouverte sur les jeux traditionnels lancé conjointement par l'Unesco et Tencent Interactive Entertainment en 2015, indique un communiqué de presse.

Le sport et les jeux traditionnels, poursuit le communiqué, véhiculent des valeurs de solidarité, de fair-play, d'inclusion et de sensibilisation culturelle. Ils reflètent la diversité culturelle et favorisent la compréhension mutuelle, la tolérance entre les communautés et les nations, contribuant aux Objectifs de développement durable des Nations unies.

La rencontre permettra de présenter les réalisations, d'identifier les défis existants et les meilleures pratiques. Elle permettra également de discuter sur plusieurs moyens nécessaires pour que la plate-forme serve d'espace d'apprentissage sur la culture, les traditions, les langues, les moyens

d'étendre la couverture des projets à d'autres pays. Il s'agit de maximiser les résultats des projets, générer les ressources éducatives, mobiliser davantage le soutien des jeunes au niveau mondial et bien d'autres.

Autres temps fort de cette deuxième réunion : l'exposition du contenu audiovisuel des jeux traditionnels des pays pilotes du projet ainsi que la démonstration sur la manière dont les technologies et la détection de mouvement peuvent aider à promouvoir les jeux traditionnels sous de nouvelles formes. Le communiqué rappelle que la deuxième réunion annuelle d'experts et du dialogue des jeunes a donné les résultats suivants : affinage du projet de ligne directrice pour l'adaptation mondiale en consultant des experts sur la base d'une expérience pilote, création d'une communauté de jeunes dévoués pour sensibiliser le monde entier et devenir des contributeurs.

Lydie Gisèle Oko

NÉCROLOGIE

La famille Ibara et Koma Opera Georgine ont la profonde douleur d'annoncer aux parents (Victorine Ibara à Mossaka, Alain Tsono-Oko à Cotonou, André Ngama à Pointe-Noire), amis et connaissances, le décès du sergent-chef Nazaire Ferdinand Ibara, alias India, survenu à Brazzaville, le 5 janvier à l'hôpital militaire Pierre-Mobengo.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Berthe n°22 (la zone de l'ex-commune de Talangaï).

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Nestor N'Gampoula, agent aux Dépêches de Brazzaville, Ibara Mireille et la famille Elenga (Cathérine, Francis, Georgette, Melissa, Michaud) ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances, du décès de Laurentine Elenga, survenu le 31 décembre 2017 à Brazzaville. La veillée se tient à la rue Tsinguidi n°7, quartier La Base (arrêt de bus Eglise catholique Saint-Michel). La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM

10 Janvier 2012-10 Janvier 2018. Six années déjà se sont écoulées, depuis qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, notre fille, notre sœur, notre mère, notre tante notre grand-mère, Mme Ongoka née Ahouet Martine, ancien agent de la BCI, que la mort a cruellement arrachée à notre affection. Demandons à tous les parents, amis et connaissances qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. La famille Ahouet.



PROGRAMME DES OBSÈQUES



Parfait Wilfried Douniama, agent des Dépêches de Brazzaville, Albert Mbon, juge à la Cour suprême, Ferdin Gantsio et famille

informer les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur regrettée grand-mère et mère, Véronique Ngala Ossebi Oyiba, auront lieu le 12 janvier au village Edzounou, district de Gamboma.

Le programme se présente de la manière suivante:

jeudi 11 janvier

11h00: levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville;

12h00: exposition et recueillement au domicile familial, sis au n° 28 de la rue de la Victoire à Nkombo, derrière le CNRTV;

vendredi 12 janvier

1h00: départ de la dépouille pour le village Edzounou;

Après-midi: inhumation.

EDUCATION CIVIQUE

Le ministère dément avoir affecté des agents dans les lycées et collèges de Brazzaville

Le directeur général de l'éducation civique, Jean-Pierre Mahinga, a, dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, démenti l'information qui circule sur les réseaux sociaux faisant état de l'affectation des agents du ministère de la Jeunesse dans les lycées et collèges de Brazzaville, pour enseigner le cours de l'éducation civique, morale et pour la paix.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Monsieur le directeur général, on reproche à votre ministère, sur les réseaux sociaux, d'avoir déployé des agents dans des écoles publiques sans passer par les ministres concernés. Qu'en est-il exactement ?

Jean-Pierre Mahinga (J.P.M.) : C'est une fausse information, une rumeur non fondée, parce que nous avons écrit officiellement aux ministères des enseignements technique et général avec qui nous avons eu des séances de travail. Nous les avons sollicités, parce que ce sont eux qui utilisent les enfants. De notre côté, nous devons répondre aux orientations du chef de l'Etat. Il faut que nous nous asseyons autour d'une même table pour examiner comment insérer cette discipline là où elle n'est pas dispensée. Nous avons envoyé des documents pour solliciter un travail autour de cette question technique consistant à libérer des espaces pour l'éducation



Le directeur général de l'éducation civique, Jean-Pierre Mahinga/Adiac

civique, mais la ministre n'a jamais écrit dans un département pour affecter les agents.

L.D.B. : Puisque vous parlez de formation, de quoi s'agit-il précisément ?

J.P.M. : Nous nous sommes inspirés de ce qui se fait au niveau du ministère des Sports qui forme ses agents et les envoie dans d'autres départements pour servir dans les établissements scolaires. Il

s'agit d'un personnel qui est directement géré par le ministère des Sports. En ce qui nous concerne, ce sont des gens qui sortent de l'Institut national de la jeunesse et des sports, parmi lesquels des inspecteurs et des conseillers pédagogiques de jeunesse qui ont donc ce profil. Nous avons organisé un séminaire de renforcement des capacités pour juste faire un rappel de certaines connaissances qu'ils ont

déjà. Pour votre information, nous pouvons vous dire qu'en 2018, il y a une promotion qui n'a appris que cela, qui sortira.

J'insiste pour dire que notre ministre n'a pas envoyé ses agents, comme on le prétend, dans des établissements. Cependant, elle a mis tous ceux qui ont été formés à la disposition de la direction générale de l'éducation civique pour travailler avec la direction départementale qui, à son tour, devrait les mettre à la disposition de la direction départementale de l'enseignement. En ce qui me concerne, par exemple, j'ai travaillé avec le directeur général de l'Inrap pour regarder la faisabilité de l'introduction de cette discipline au niveau des écoles. Déjà, au niveau des écoles primaires, l'enseignement de l'éducation civique est dispensé, le problème se pose seulement au niveau des collèges et lycées.

L.D.B. : Vous parlez de la directive du chef de l'Etat, qu'est-ce qui est prescrit à votre ministère ?

J.P.M. : En effet, c'est dans le cadre de la directive du chef de l'Etat qui date de 2010 portant sur l'éducation à la citoyenneté, avant d'être réitérée en 2016 lors de sa prestation de serment et récemment dans son discours sur l'état de la nation. Comme le président continue d'en parler, nous pensons que cette difficulté que nous étions en train de rencontrer par rapport aux agents pouvait être résolue. Le personnel qui existe mais comme la Fonction publique ne recrute

presque plus, au moins les agents qui sont là peuvent commencer à répondre à ce besoin.

L.D.B. A quand finalement l'enseignement de l'éducation civique, morale et pour la paix dans toutes les écoles congolaises ?

J.P.M. : L'idéal pour nous, c'était effectivement de commencer cette année. Etant donné qu'au niveau des enseignements les emplois du temps étaient déjà arrêtés, nous avons souhaité s'asseoir autour d'une même table pour voir la possibilité de décaler quelques heures au profit de cet enseignement. A terme, après deux ou trois ans, nous voulons que cela devienne une discipline à part entière, qu'elle soit prise en compte dans les examens d'Etat, c'est la démarche que nous avons proposée et nous attendons la réaction des ministères en charge de l'éducation nationale.

LDB : Avez-vous un appel à l'endroit des Congolais ?

J.P.M. : Tout ce qu'on balance sur les réseaux sociaux n'est pas forcément la vérité. Il y a même le chef de l'Etat qui a soulevé cette question, nous invitons nos compatriotes à ne pas prendre pour monnaie courante tout ce qui se dit sur les réseaux sociaux. C'est une information qui est fautive, le ministère est serein, il est en train de travailler pour rendre l'enseignement de l'éducation civique disponible mais dans la conformité légale.

*Propos recueillis
Parfait Wilfried Douniama*

AFRIQUE

La faune sauvage victime collatérale des conflits

Eléphants, hippopotames, girafes..., les grands mammifères africains frôlent régulièrement l'extinction dans les zones déchirées par la guerre, selon une étude publiée mercredi, qui met cependant en avant l'espoir de leur récupération grâce à des mesures adéquates.

Selon l'article publié dans la revue Nature, 71% des zones protégées africaines ont été touchées par des conflits de 1946 à 2010, parfois pendant des années. Eléphants abattus pour l'ivoire, qui finance les combattants, ou antilopes chassées pour leur viande par des populations affamées : les grands animaux d'Afrique sont toujours des victimes collatérales de ces conflits, où certains périssent aussi directement sous les balles.

«Les trajectoires des populations sauvages déclinent avec l'augmentation de la fréquence des conflits», affirme l'étude, fondée sur l'évolution de 253 populations de 36 espèces de grands mammifères herbivores, dans 126 zones protégées de 19 pays africains.

Quelle que soit leur intensité (mesurée en nombre de morts humains), même une augmentation «minime» de la fréquence des guerres conduit ces populations sauvages sous le seuil de remplacement, ajoutent les deux auteurs, qui n'ont pas d'estimation du nombre total d'animaux disparus à cause des conflits. Et toutes les espèces en sont victimes. «On pourrait s'attendre à ce que les éléphants soient plus touchés en raison

de la valeur au marché noir de leurs défenses, mais il s'avère que l'effet du conflit demeure pour les autres animaux, buffles, zèbres, gnous, girafes, et beaucoup d'espèces d'antilopes, quand on enlève les éléphants des données», explique à l'AFP, Joshua Daskin, qui a conduit ces recherches à l'université de Princeton.

Le cas encourageant du Mozambique

L'étude passe en revue d'autres indicateurs connus pour leur impact sur la faune (fréquence des sécheresses, taille des zones protégées, densité de population humaine, présence d'industries d'extraction...), mais aucun n'a d'effet aussi déterminant que la fréquence des conflits.

D'autres études ont montré qu'au niveau local, une guerre peut avoir à la fois des impacts négatifs (munitions, braconnage pour la viande ou le trafic) et positifs (moins de pression humaine sur les zones protégées, déclin des industries extractives) sur la faune.

Mais cette vision d'ensemble, sur des décennies et à l'échelle d'un continent, fait pencher la balance vers le négatif, selon les auteurs de l'étude.

Malgré tout, tout espoir n'est pas perdu. «Un effondrement total des populations est rare, montrant que la faune ravagée par la guerre peut s'en remettre», note l'étude, qui insiste notamment sur l'importance de mesures rapides après un cessez-le-feu.

Les auteurs évoquent en particulier l'exemple du parc national de Gorongosa au Mozambique, où ils ont travaillé. Plus de 90% des grands mammifères avaient disparu suite aux guerres qui ont ravagé le pays entre 1977 et 1992, mais «la faune sauvage est revenue à environ 80% des niveaux pré-guerre», souligne Daskin. Anciens combattants embauchés comme gardes anti-braconnage, programmes d'éducation des habitants, création d'emplois dans le tourisme... Aider les communautés locales à retrouver une vie normale après une guerre est certes une «priorité», mais cela peut se faire «main dans la main» avec la réhabilitation de la faune, insiste le chercheur.

TCHAD

Le gouvernement coupe les salaires des fonctionnaires

En proie à une crise financière et économique qui frappe le pays depuis trois ans, l'exécutif tente d'imposer des abattements sur les salaires des agents de l'Etat.

Tout est parti la semaine dernière, quand le Cadre national de dialogue social, réunissant le gouvernement, les syndicats et le patronat, a convié les leaders des centrales syndicales pour les informer de la proposition du gouvernement d'effectuer des coupes dans les salaires des agents de l'Etat.

Ces abattements vont de 15 à 45% des salaires de base des personnels des départements ministériels et des institutions de l'Etat, 5 à 10% pour les personnels des forces de défense et de sécurité, et les personnels des missions diplomatiques. Dans un communiqué rendu public le 8 janvier, le ministère tchadien des Finances et du budget a dévoilé que la masse salariale, pour l'année 2017, était à plus de 376 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à 100% des recettes cumulées des douanes et des impôts. Selon les recommandations des partenaires financiers du Tchad, dont le Fonds monétaire international (FMI), le plafond autorisé pour les dépenses salariales était de 348 milliards de francs CFA en 2017.

Dans le budget 2018, le plafond convenu est de 380 milliards de francs CFA. Cette année pourrait se terminer avec un surplus de trente milliards. «C'est pourquoi le gouvernement tchadien est obligé d'explorer d'autres pistes de solutions pour essayer de faire un maximum d'économie», a déclaré Abdoulaye Sabre Fadoul, ministre des Finances et du budget.

Il a indiqué qu'un scénario a été soumis aux syndicats sur la base duquel, les deux parties devront avoir des discussions pour pouvoir arriver à l'objectif de contenir la masse salariale en deçà du plafond de 354 milliards de francs CFA.

«Si cet effort n'est pas fait, le Tchad risque de perdre ses partenaires, car cette situation qu'il traverse doit préoccuper tout le monde»,



Abdoulaye Sabre Fadoul, ministre des Finances et du budget.

a insisté M. Fadoul. Au sein des syndicats, cette annonce est mal accueillie. Les abattements préconisés sont la goutte d'eau qui risque de faire déborder le vase, après le décret n°687, pris fin 2015 et instituant des coupes de 50% dans les primes et indemnités des agents de l'Etat. Ce décret pris au nombre des fameuses «seize mesures d'austérité», qui ont permis d'économiser 2,5 milliards de francs CFA par mois, avait causé plusieurs mois de grève des syndicats. «Aujourd'hui, le gouvernement continue toujours dans sa logique antisociale de procéder à l'abattement des salaires de tous les fonctionnaires du pays», a estimé Mahamat Nour Roufaye, secrétaire général du Syndicat national des enseignants et chercheurs du supérieur (Synecs). Il a accusé le gouvernement de «prôner un système de gouvernance de mendicité auprès des institutions internationales, notamment les partenaires comme le FMI qui ont des exigences».

«Si le gouvernement n'est pas capable de répondre à leurs exigences, ce n'est pas au travailleur

d'en être victime», a martelé M. Roufaye.

Le Sunecs, avec l'Union des syndicats du Tchad (la plus importante centrale syndicale du pays) et la Confédération indépendante des syndicats du Tchad avaient formé la plateforme revendicative à l'origine de longues et répétées grèves de 2016.

Dans un communiqué conjoint rendu public la semaine dernière, cette plateforme a rejeté totalement ces abattements.

Face au tollé, le gouvernement tchadien «prendra le temps nécessaire à la concertation pour arriver à une méthode équitable, juste et aussi parvenir à maîtriser la masse salariale, de telle sorte que le programme avec le FMI soit sauvegardé et les appuis attendus puissent arriver au trésor public», a promis le ministre Fadoul.

Selon certaines sources, le décret d'abattements est déjà fin prêt et sa publication est imminente. De l'autre côté, les syndicats fourbissent leurs armes.

Xinhua

ESPAGNE

Le Barça n'a pas changé d'identité en achetant Coutinho

Le FC Barcelone, connu pour son célèbre centre de formation, n'a pas changé d'identité en recrutant à prix d'or le Brésilien Philippe Coutinho et continuera à promouvoir les jeunes pousses, a déclaré mercredi l'entraîneur barcelonais, Ernesto Valverde, face à une vague de critiques.

Après le recrutement le 6 janvier de Coutinho pour la somme record en Liga de 120 millions euros plus quarante millions euros de bonus, la presse espagnole a accusé le Barça d'avoir privilégié la «cartera» (le portefeuille) au détriment de la «cantera» (la formation). Les médias ont aussi rappelé que le club avait connu ses meilleures années grâce à des joueurs du cru, comme Lionel Messi, Xavi Hernandez ou Andrés Iniesta, formés à la «Masia», le célèbre centre de formation blaugrana.

«Non, le modèle du Barça est resté le même», a répliqué Valverde en conférence de presse. «Le club a toujours eu recours au marché pour recruter de grands joueurs. Les meilleurs du monde sont passés ici, ou beaucoup des meilleurs joueurs du monde», a-t-il ajouté, allusion à Johan Cruyff, Romario ou Ronaldinho, tous formés ailleurs avant de briller au Camp Nou.

«Et en même temps, le Barça continue toujours de regarder son centre de formation pour essayer de faire éclore des joueurs qui maintiennent son style propre et son identité de jeu. Et c'est toujours le cas aujourd'hui», a fait valoir le technicien, martelant que «L'identité est toujours la même.»

Connu pour compter beaucoup sur les jeunes lorsqu'il entraînait l'Athletic Bilbao, Valverde a notamment fait confiance ces derniers mois à Carles Aleña ou Jose Arnaiz. Ce dernier, arrivé au Barça en 2017 en provenance de Valladolid, a inscrit trois buts en Coupe du Roi avec l'équipe première cette saison.

Concernant Coutinho, l'entraîneur barcelonais a assuré que le milieu offensif brésilien, blessé jusqu'à fin janvier, allait apporter une plus-value à l'effectif actuel.

«Nous espérons qu'il nous aidera beaucoup. Il peut jouer à divers postes et nous pensons qu'il peut s'adapter très bien au style de jeu de l'équipe», a souligné Valverde. «Il nous enthousiasme et lui est content d'être venu. C'est une belle recrue pour nous (...) Nous espérons qu'il apportera quelque chose de différent par rapport aux autres joueurs», a-t-il conclu.

AFP

Brèves

Des migrants disparus au large des côtes libyennes

Près de cent migrants clandestins sont portés disparus au large des côtes ouest de la Libye en tentant de rejoindre l'Europe, a annoncé le 9 janvier, la Marine libyenne. Selon un communiqué publié par la Marine, dix-sept migrants, dont des femmes, ont été sauvés au large de la ville de Khoms, alors qu'ils se trouvaient sur un bateau pneumatique dégonflé. Les migrants sauvés se sont accrochés au ballon du bateau, jusqu'à l'arrivée des secours, venus de Sabratha, a précisé la Marine.

Au total, deux soixante-dix-neuf migrants ont été secourus le 9 janvier, dont dix-sept enfants

et dix-neuf femmes. Tous les migrants ont été transportés vers une base navale de Tripoli, à l'issue d'une opération de sauvetage de douze heures. Après avoir reçu une assistance humanitaire et médicale, les migrants ont été remis au département de lutte contre l'immigration clandestine de Libye.

La Marine libyenne a sauvé plus de quatre cents migrants clandestins au cours de ces trois derniers jours au large de la ville de Garabulli, située à une soixantaine de kilomètres de Tripoli.

En raison du chaos et de l'insécurité qui règnent en Libye, depuis la chute du régime du colonel Mouammar Kadhafi, le pays est devenu le principal point de départ des migrants, majoritairement africains, qui tentent de traverser la Méditerranée dans l'espoir de rejoindre l'Europe.

Wang Yi attendu à Libreville

Le ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, Wang Yi, effectuera une visite officielle au Gabon, a-t-on appris de source proche du ministère gabonais des Affaires étrangères. La visite du chef de la diplomatie chinoise rentre dans le cadre d'une tournée qu'il effectuera du 12 au 16 janvier prochain dans plusieurs pays, à savoir le Rwanda ; l'Angola ; Sao Tomé-et-Principe et le Gabon. Cette visite de M. Wang au Gabon permettra de renforcer la coopération mutuelle entre Libreville et Beijing. La Chine et le Gabon ont établi des relations diplomatiques en 1974. Celles-ci sont fondées sur le respect mutuel et une coopération dynamique en matière politique et économique.

Xinhua

MIGRATIONS

L'Union africaine se penche au Maroc sur l'intégration des migrants en Afrique

La question qui ne cesse de préoccuper les dirigeants du continent a été une nouvelle fois au centre d'une réunion des ministres des Affaires étrangères, tenue le 9 janvier à Rabat.

La rencontre a eu pour but d'élaborer un « agenda africain sur la migration », centré notamment sur l'intégration des migrants, en particulier des jeunes, sur le continent. Selon le chef de la diplomatie marocaine, Nasser Bourita, les résultats de cette réflexion collective seront présentés lors du prochain sommet de l'Union africaine (UA), prévu fin janvier à Addis-Abeba, en Ethiopie.

« L'intégration des migrants et le partage des responsabilités en matière de gestion des frontières, d'intégration et de réintégration, seront quelques-uns des volets majeurs de l'agenda africain sur la migration », a précisé le ministre marocain lors de cette conférence ministérielle.

Son homologue guinéen, Mami Touré, a souhaité que l'accent soit mis, au cours de cette réunion, sur « la migration régulière au service du développement socio-économique du continent ». « La politique migratoire ne peut se fonder uniquement sur les impératifs sécuritaires », a-t-il plaidé pendant les débats. « La lutte contre

la migration irrégulière nécessite l'implication de tous les acteurs (...) en joignant nos efforts, nous pourrions mettre en œuvre une stratégie viable et assurer un meilleur avenir à la jeunesse africaine », a insisté le chef de la diplomatie guinéenne.

La ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Maite Nkoana-Mashabane, a, quant à elle, souligné que « la meilleure ressource est notre capital humain, jeune et prometteur; d'où la nécessité de conjuguer les efforts afin de l'inciter à travailler en faveur du continent et à participer activement à son développement ».

Si 12% seulement des mi-

grants originaires des pays d'Afrique choisissent d'émigrer vers l'Europe, il sied de noter que la migration en Afrique est essentiellement intra-africaine puisque 80% de ces migrants préfèrent une destination du continent. Et c'est l'Afrique du Sud qui arrive en tête des destinations d'accueil sur le continent avec 3,1 millions de migrants africains, suivie de la Côte d'Ivoire (2,1 millions) et du Nigeria (1,9 million).

La réunion de Rabat, qui a réuni une quinzaine de représentants des différentes sous-régions d'Afrique, s'inscrivait dans le cadre du mandat panafricain confié en

mars dernier au roi Mohammed VI pour élaborer une « vision commune » sur le programme migratoire de l'organisation panafricaine. Le Maroc a réintégré l'UA début 2017. Depuis lors, elle préconise une migration intra-africaine ordonnée. En raison de l'importance du sujet, le dernier sommet de l'UA-Union européenne, tenu fin novembre à Abidjan, en avait fait une grande préoccupation alors que les Européens cherchent à limiter l'afflux de migrants et réfugiés en provenance d'Afrique dans leurs pays.

Nestor N'Gampoula

Actualités en Centrafrique

Plus de 50 000 déplacés enregistrés à Paoua

Les ONG œuvrant à Paoua, dans le nord du pays, ont déjà enregistré cinquante-huit mille déplacés dans cette ville. Les opérations se poursuivent. Les déplacés enregistrés sont ceux ayant fui les combats opposant les ex-Séléka et les éléments de R.J. De sources humanitaires, quarante-deux mille déplacés sont enregistrés. « Nous avons fait un front commun pour recenser ces déplacés. En période d'une semaine, nous avons enregistré huit mille ménages en raison de six à sept personnes par ménage. Ce matin même, certains rescapés sont arrivés, donc on risquera d'arriver à huit mille cinq cents ménages », a expliqué un personnel de l'ONG Conseil danois pour les réfugiés (DRC), contacté sur la question.

Ces déplacés viennent de plusieurs villages, selon un autre humanitaire qui a requis l'anonymat. « Les personnes que nous avons recensées viennent de cinq communes que sont Mia-Pendé, Bah-Bessar, Nana-Baria, Banh et Malé », a-t-il cité. Selon les informations de la coordination humanitaire, les besoins déjà identifiés concernent les vivres, abris, articles ménagers essentiels, santé-nutrition, eau, assainissement et protection. « En ce qui concerne la réponse, les acteurs humanitaires sur place ont commencé à apporter de l'assistance. Elle comprend des cliniques mobiles dans les quartiers de Paoua, la distribution de tentes et d'eau. L'enregistrement des PDI se poursuit car on signale l'afflux d'environ cinquante-huit mille à Paoua », relève la source.

À l'égard de ce qui précède, Ocha organise une mission à Paoua afin de s'imprégner davantage de la situation qui prévaut sur le terrain et d'appuyer les efforts des acteurs humanitaires qui ont déjà commencé à fournir une assistance. À en croire des sources concordantes, un site est en création à Paoua pour accueillir ces déplacés. Les ONG de la localité, notamment DRC, Mentor, OIM, Oxfam, AFRBD, travailleraient avec le HCR pour leur apporter une assistance. Cet afflux vient tripler l'effectif des habitants de Paoua qui s'élève à environ vingt et un mille personnes.

Plusieurs villages de Batangafo attaqués et des habitations incendiées

Trois villages proches de Batangafo ont été attaqués entre le 31 décembre et le 1er janvier 2018. Les organisations humanitaires ont enregistré des maisons incendiées et déploré l'absence d'assistance humanitaire. La ville de Batangafo a connu un regain de violence depuis son occupation par les branches Séléka et les factions Anti-Balaka qui écumant la région. La situation sécuritaire très difficile dans la région empêche les organisations humanitaires d'apporter leur appui à la population vulnérable.

Une source proche de la ville a relevé que la situation sécuritaire reste précaire du fait de l'absence des organisations humanitaires. « Aucune action humanitaire n'a été enregistrée. Les localités incendiées restent sinistres, les activités champêtres, scolaires, commerciales, entre autres, sont bloquées. Les déplacés n'ont reçu aucun appui humanitaire, parce que l'accès dans cette zone est difficile », a décrit cette source sous couvert de l'anonymat.

Un habitant a confirmé que plusieurs personnes sont tuées, « il est difficile à l'heure actuelle d'enregistrer le nombre de personnes tuées. Ces assaillants ont occupé les villages et sévissent partout. Nous avons constaté la présence d'une ONG qui est passée pour effectuer un constat et faire l'état des lieux ».

Les habitants se disent abandonnés, parce que la présence de Minusca dans la localité n'a pas pu dissuader les groupes armés, à cela s'ajoute le faible niveau de leur patrouille.

L'armée toujours pas sur pied

Après la formation des Forces armées centrafricaines, deux bataillons fortes de 1.300 soldats attendent leur déploiement sur le terrain. Trois autres compagnies sont en cours de formation depuis bientôt une année.

Depuis l'avènement de la coalition rebelle Seleka au pouvoir en 2013, la RCA a vu son système de défense profondément déstabilisé. Quatre ans plus tard, l'armée nationale n'est toujours pas sur pied. C'est un défi de reconstitution qui incombe à la mission européenne de formation et de conseil aux forces armées centrafricaines, connue sous l'acronyme d'EUTM. Deux bataillons forts de 1.300 soldats sont entièrement formés et attendent leur déploiement sur le terrain. Trois autres compagnies sont en cours de formation au Camp Kassai, principal centre d'instruction militaire de la capitale centrafricaine où la formation assurée par l'EUTM se déroule depuis près d'un an.

Respect des droits de l'Homme

Le lieutenant Zadanga Frédéric Stève, du Bataillon d'Amphibi, dispense à l'intention des officiers et sous-officiers un cours sur le droit international humanitaire et la prévention des violences sexuelles au sein des Forces armées centrafricaines (Faca). « Pendant la guerre, il faut savoir tirer sur l'objectif militaire qui est l'ennemi et non la population civile ni ses biens. Et aussi, on a parlé de la prévention de la violence sexuelle, il faut former nos hommes dans ce domaine pour qu'il n'y ait pas de violence sexuelle. Et ce sont donc ces officiers de l'EUTM qui nous ont formés. A ce propos, on a déjà plus de 1 496 militaires formés dans ce domaine », a expliqué l'instructeur militaire.

Une autre rubrique au menu de la formation : le renseignement. Un cours dispensé par le commandant Bissaro, officier de l'armée roumaine. « Ce matin, nous assistons à une formation complémentaire en renseignement. Deux semaines de formation générale et une semaine pour la formation spécialisée seulement en renseignement. La prochaine phase sera donc le redéploiement dans l'armée centrafricaine. », a ajouté l'instructeur.

Simultanément à ces cours théoriques, il y a la phase pratique qui accompagne l'entraînement des soldats avec le lieutenant Xavier, instructeur de l'EUTM. « Actuellement nous sommes en train de former le DDR. Il s'agit de la partie militaire. Ce sont donc d'ex-rebelles qui sont réintégré dans les forces armées de Centrafrique. Il y en a un peu de tous les niveaux. Mais globalement, la formation avance assez correctement. Après une séance d'évaluation finale, ils seront donc repartis dans les différents bataillons de l'armée nationale. », a indiqué le lieutenant.

La formation des Faca, organisée et financée par l'Union européenne, devrait être renforcée par la Russie qui vient de faire une livraison d'armes légères à la RCA. « Nous sommes vraiment contents avec la donation qu'a faite la Russie. C'est une manière de réopérationnaliser les Faca qui ont besoin de ces équipements, de ces armes pour pouvoir se mettre en place, aller aux côtés de la Minusca et travailler ensemble pour la sécurisation de la population centrafricaine », a dit, pour sa part, le général Fernando Garçia Blázquez, commandant de la force EUTM en fin de mission.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

OMC/ANTI-DUMPING

Plainte du Canada contre les Etats-Unis

Le Canada a porté plainte contre les Etats-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce, pour contester leurs pratiques protectionnistes se traduisant par l'imposition de «droits antidumping» et «droits compensateurs» sur des produits canadiens, selon des documents publiés mercredi par l'OMC.

La plainte a été déposée le 20 décembre dernier. Concrètement, le Canada a demandé l'ouverture de consultations devant l'OMC avec Washington pour résoudre ce litige commercial «au sujet de certaines lois, réglementations et autres mesures maintenues par les Etats-Unis concernant leurs procédures en matière de droits antidumping et en matière de droits compensateurs». Ces droits, que les Etats-Unis ont imposé en particulier sur les importations d'avions CSeries de Bombardier et le bois de construction canadiens, sont autorisés par l'OMC mais ils sont soumis à certaines conditions et font souvent l'objet de contestations devant l'OMC.

Les consultations constituent la première étape du processus de règlement des conflits commerciaux prévu par l'OMC, un processus qui peut durer des années.

Selon le document publié par

l'OMC, le Canada juge que les procédures utilisées par Washington, en matière de droits antidumping et droits compensateurs à l'encontre de produits canadiens mais aussi de produits en provenance du Japon, de Chine ou encore de l'Inde, sont incompatibles avec les règles du gendarme du commerce mondial.

Le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, a fustigé le dépôt de la plainte du Canada, estimant que les mesures américaines permettaient d'assurer un commerce équitable.

«Les plaintes du Canada sont infondées et ne peuvent que diminuer la confiance dans le fait que le Canada est engagé dans des échanges commerciaux mutuellement profitables», a-t-il commenté, estimant qu'Ottawa agissait à l'encontre de ses propres intérêts.

«Et quand bien même le Canada obtenait satisfaction, cela ne serait pas à son bénéfice principal», a-t-il ajouté.

A l'en croire, les Etats-Unis pourraient cesser d'acheter les produits listés dans la plainte du Canada. «Le flot d'importations de Chine et d'autres pays aurait (alors) des milliards de dollars d'impact négatif sur les exportations canadiennes vers les Etats-Unis, dont près de neuf

milliards sur les exportations d'acier et de produits en aluminium et plus de 2,5 milliards sur les exportations de bois et de produits papiers.», a-t-il indiqué. Le président américain, Donald Trump, dénonce toutefois fréquemment le déficit des Etats-Unis dans leurs échanges avec la Chine. Les consultations à l'OMC durent en principe soixante jours. Si aucune solution n'est trouvée durant ce laps de temps, l'une ou l'autre partie peut demander la constitution d'un panel (tribunal d'arbitrage).

En novembre, le département du Commerce américain avait fixé en fonction des produits et des industriels du secteur du bois de construction canadiens des droits antidumping de 3,20% à 8,89%. A cela, il avait ajouté des droits compensateurs («countervailing duties») pouvant aller, en fonction des entreprises canadiennes, de 3,34% à 18,19% du prix.

Puis le 20 décembre, des taxes de près de 300% au total avaient été annoncées sur les importations aux Etats-Unis d'avions CSeries de l'avionneur canadien Bombardier. Le Canada avait alors annoncé son intention de contester cette décision devant une instance internationale.

AFP

GUINÉE EQUATORIALE

L'ONU apporte son soutien au pouvoir

A l'issue d'une brève visite à Malabo, le diplomate onusien, François Louceny Fall, a déclaré que son institution appuie le pays dans ses « efforts de stabilisation », après le « coup d'Etat » que les autorités ont affirmé avoir déjoué en fin décembre dernier.

L'envoyé spécial de l'ONU en Guinée a déclaré le 8 janvier, au terme d'un entretien avec le président Teodoro Obiang Nguema: « Nous repartons d'ici réconfortés par les assurances que nous avons reçues du président de la République, et je peux dire que les Nations unies continueront à appuyer la Guinée Equatoriale dans ses efforts de stabilisation ». Il a, en outre, souligné avoir reçu des « assurances » du président équato-guinéen.

François Louceny Fall était arrivé le 7 janvier en Guinée Equatoriale pour recueillir plus d'informations sur la tentative de « coup d'Etat » que Malabo a affirmé avoir déjoué. « Les Nations unies se sont prononcées clairement contre l'usage de la force contre les Etats. La prise de pouvoir anticonstitutionnelle est condamnée aussi bien par l'Union Africaine que par les Nations unies », a rappelé le

haut fonctionnaire onusien.

Rappelons que des affrontements ont été signalés, le 3 janvier en Guinée Equatoriale, près de la frontière avec le Cameroun, peu de temps après l'annonce par les autorités du pays de l'échec d'un coup d'Etat contre le président Teodoro Obiang Nguema. La télévision publique a déclaré que les troupes gouvernementales ont abattu un mercenaire et tiré pour disperser les autres dans les forêts le long de la frontière.

Pour sa part, le ministre de la Sécurité, Nicolas Obama Nchama, a précisé qu'une tentative de coup d'Etat avait été lancée, le 24 décembre 2017, prétendument par des mercenaires étrangers recrutés par des opposants politiques. Selon le ministre équato-guinéen, « les forces de sécurité avaient déjoué un complot, en fin décembre, visant à évincer le président Obiang grâce une opération menée conjointement avec les forces de sécurité camerounaises ». Toutefois, il a accusé les partis d'opposition soutenus par des pays qu'il n'a pas nommés, de recruter des combattants du Tchad, du Soudan et de la République centrafricaine pour mener une attaque contre le palais présidentiel.

Yvette Reine Nzaba

BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



32" HD : 119 000 FCFA HT

43" FULL HD : 219 000 FCFA HT

50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT

55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT

65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

CONJONCTURE INTERNATIONALE

La Banque mondiale plus qu'optimiste

L'institution financière a annoncé, « une embellie économique mondiale teintée de risques à plus long terme ». Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après 3% en 2017, soit 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

« La croissance mondiale est plus forte que ce que nous avions prévu ». Et, 2018 a de « bonnes chances » d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque, a noté Ayhan Kose, économiste à la Banque mondiale (BM) qui a aussi rehaussé de 0,3 point son évaluation de l'expansion pour l'année dernière.

La croissance est tirée par les investissements, le secteur manufacturier et les échanges commerciaux tandis que les pays exportateurs de matières premières bénéficient d'un raffermissement des prix, résume l'institution basée à Washington. Même si cette embellie profite à toutes les régions du monde, les Etats-Unis, la zone euro et le Japon sont les premiers bénéficiaires, observe cet expert, principal auteur de ce rapport semestriel sur la conjoncture internationale.

D'après ces nouvelles projections, les Etats-Unis devraient, en effet, voir leur croissance économique accélérer à 2,5% contre 2,2% attendu en juin. Le PIB de la zone euro devrait croître de son côté de 2,1%.

Quant au Japon, la croissance est anticipée à +1,3%. La BM, qui prévoyait un léger ralentissement de la croissance de la Chine en 2017, a finalement estimé que celle-ci avait accéléré de 0,1 point de pourcentage à 6,8% et table sur une légère décélération cette année à 6,4%. Et l'autre géant, l'Inde, devrait voir sa croissance rebondir à 7,3% en 2018 après 6,7% l'an passé.

Les deux grands pays émergents, le Brésil et la Russie, qui ont renoué en 2017 avec la croissance (+1,7% et +1%) après deux années de récession, devraient, en outre, poursuivre leur reprise avec des hausses respectives attendues de 1,7% et 2% en 2018. « La reprise de la croissance mondiale est encou-

rageante, mais l'heure n'est pas à l'autosatisfaction », a toutefois prévenu le président de la BM, Jim Yong Kim. Car un resserrement abrupt des conditions financières mondiales pourrait compromettre l'expansion.

Bien qu'optimiste sur la croissance économique mondiale, l'institution financière émet des réserves sur la capacité de la soutenir à long terme face « à la tentation du protectionnisme et aux tensions géopolitiques ». Référence faite à la politique commerciale de l'administration Trump, notamment à l'égard de la Chine ainsi que les tensions exacerbées entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

Pour rappel, le président américain avait promis, durant sa

campagne, un net durcissement de la politique commerciale des Etats-Unis pour préserver les emplois et soutenir les entreprises américaines. Depuis un an, le département du Commerce américain a multiplié les sanctions douanières préliminaires ou définitives comme sur le bois de construction canadien, les feuilles d'aluminium et l'acier chinois ou encore sur les olives espagnoles et le biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie. Donald Trump a, par ailleurs, imposé la renégociation du traité de libre-échange nord-américain (Aléna) qui unit les Etats-Unis au Mexique et au Canada, brandissant la menace de sortir purement et simplement de cet accord.

Josiane Mambou Loukoula

JEU CONCOURS « FREESTYLE »

La première édition destinée aux jeunes d'Afrique et de la diaspora

Pour la première année, la Web radio Afrik Zik et l'association « Idées, Actions » ont organisé un concours ouvert à tous les jeunes talents africains. Les résultats seront connus courant premier trimestre de cette année.



Le visuel de la première édition du jeu concours Freestyle

Du 21 au 31 décembre de l'année dernière, plus de cinquante participants originaires des pays d'Afrique ou installés à travers le monde se sont inscrits, chacun voulant saisir l'opportunité, sinon la chance, d'être sélectionné parmi les lauréats.

Les concurrents devaient réaliser une vidéo de moins d'une minute ayant pour thème : « Non à l'esclavage de l'être humain ». L'objectif principal visé par la Web radio Afrik Zik, l'association « Idées, Actions » et leurs partenaires, est de détecter les jeunes talents qui souffrent du manque de moyens pour démarrer leur carrière. Les trois lauréats seront ensuite soutenus sur l'ensemble des dispositifs de communication

des organisateurs et des partenaires.

Ainsi, du fin fond de leur village d'Afrique ou d'une cave en sous-sol de Hlm de banlieues en Europe, les jeunes artistes vont pouvoir bénéficier d'une large visibilité, expliquent les organisateurs qui sont partis du constat que la jeunesse a le devoir de se forger un modèle d'expression artistique parmi tous les aspects du développement qui constituent la richesse du continent africain et de sa diaspora.

Pour Jérôme Boubanga, président de l'association Idées, Actions, « Il est temps que cette jeunesse bénéficie d'une reconnaissance qui passe par une prise de conscience aboutis-

sant à la création d'un modèle qui lui soit propre dans tous les domaines, dont celui des arts dans toutes ses expressions ». Cette émulation de jeunes deviendra, à partir de cette année, un événement annuel, assurent-ils.

La web radio s'inscrit dans le cadre de la diversité culturelle en France. Elle propose à ses auditeurs des programmes composés de musiques, d'émissions culturelles et d'interactivités. « Notre objectif consiste à nous démarquer par la diversité quant à notre format musical très large et par la promotion assurée des jeunes talents musicaux », explique Lebrave Jayrom, Fondateur d'Afrik Zik.

Marie Alfred Ngoma

AFRIQUE

Lancement d'un marché unique du transport aérien

Le démarrage du projet aura lieu en marge du sommet de l'Union africaine (UA) qui se tiendra du 22 au 29 janvier à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Dans son message de Nouvel An, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a annoncé que le marché unique pour le transport aérien en Afrique sera lancé dans le courant de ce mois de janvier. Il a appelé à une synergie d'action autour du projet. « J'appelle tous les États membres qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à cette initiative importante », a-t-il exhorté.

Le projet du marché unique pour le transport aérien en Afrique fait partie de l'Agenda 2063, qui

fait suite à la déclaration de Yamoussoukro de 1999. A ce jour, vingt-trois États membres se sont engagés en faveur de cette initiative.

Moussa Faki Mahamat estime que sa mise en œuvre augmentera le nombre des liaisons aériennes, réduira le coût du transport, contribuera à l'expansion du commerce intra-africain et du tourisme et favorisera la mobilité de la population au niveau du continent.

Ce marché unique de transport aérien se caractérise par la libération complète des droits de trafic pour les services aériens réguliers y compris le développement du fret, faut-il rappeler.

Noël Ndong

QATAR

L'émir signe plusieurs accords

Récemment en tournée en Afrique de l'ouest, Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani a conclu plusieurs accords de coopération, notamment dans les domaines des mines, de l'énergie, l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire.

Dakar a été la première étape de la tournée de Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, où il a eu des entretiens avec le président sénégalais, Macky Sall. Puis, il s'est rendu au Mali, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Burkina Faso et en Guinée. Au cours de son voyage, l'émir du Qatar a signé des accords de coopération avec les autorités de ces pays, précisément en matière des mines, de l'éner-

gie, l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire.

À Ouagadougou, au Burkina Faso, il va participer au financement d'un hôpital spécialisé dans le traitement des cancers à hauteur de 11,6 millions d'euros. Ce partenariat ouest-africain est un test pour le Qatar avant qu'il n'étende son offre à l'ensemble des pays africains.

Doha est confronté depuis six mois à un embargo de l'Arabie Saoudite, suivi par l'Égypte et Bahreïn, notamment. Le Qatar qui est une puissance gazière, souhaite trouver des partenaires économiques en vue de contourner le blocus auquel il fait face.

N.Nd.

UNION AFRICAINE

Les TIC au cœur du prochain sommet des chefs d'Etat

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) vont plancher, du 22 au 29 janvier à Addis-Abeba, en Ethiopie, sur une thématique majeure pour le développement du continent, à savoir l'intégration en matière des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Il sera question lors des assises d'approuver les résolutions d'un comité technique spécialisé de l'union sur les questions de communication et de TIC, notamment le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (Pida) qui prévoit, entre autres, l'expansion rapide de l'Internet à haut débit afin d'accélérer le développement économique du continent.

Cela « permettra aux pays d'harmoniser le développe-



ment des infrastructures. Pour les pays avancés, c'est l'opportunité pour accélérer le développement des infrastructures », estime l'expert congolais en la matière, Luc Missidimbazi. « Pour notre pays, il faut le

prendre comme une incitation au développement de notre environnement de télécommunications et un encouragement dans la gestion du contenu Internet. Il faut rappeler que nous avons une ambition sous-régionale et que ce programme

va être un appui important pour le Congo avec le nœud Internet sous-régional mis en place par l'UA et l'Agence de régulation des postes et communications électroniques », poursuit-il.

Le Pida prône la connexion

des principales villes du continent en Internet et la création du contenu digital. Il prévoit une collaboration multilatérale incluant les Etats, les organisations régionales et les agences des Nations unies pour mettre en œuvre les initiatives spécifiques en matière d'intégration des TIC.

Ce programme soutient aussi l'accès des pays aux trente-trois points d'échange Internet installés dans dix-huit pays du continent, ainsi que la connexion de chaque pays à au moins deux câbles sous-marins différents.

L'UA dispose d'un plan directeur pour le développement de l'Internet, prévoyant le groupement des ministères en charge des TIC, des Transports et de l'Energie aux fins d'accélérer le déploiement de la fibre optique sur le continent.

Christian Brice Elion

LIBYE

L'ONU demande la fin de la transition

Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Affaires politiques a invité les acteurs libyens à conjuguer des efforts pour parvenir à une fin pacifique de la période de transition en 2018.

L'Américain Jeffrey Feltman, qui s'exprimait à l'issue de sa rencontre avec le Premier ministre libyen, Fayez al-Sarraj, a estimé que la fin de la période de transition chaotique en Libye n'interviendra que via des élections crédibles au cours de cette année. « L'objectif est (...) de mettre fin à cette phase de transition à travers un processus pacifique et incluant toutes les parties avec la mise en place d'un gouvernement qui sera l'aboutissement de la volonté du peuple libyen », a-t-il déclaré.

Le secrétaire général adjoint a indiqué que l'engagement des Nations unies à « soutenir la mise en œuvre totale du processus politique libyen » avait été annoncé en septembre dernier. Il faisait allusion au plan d'action présenté par l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, qui prévoit notamment

des élections législatives et présidentielle en 2018. Les Nations unies contribueront « à réunir les conditions politiques, sécuritaires, techniques et législatives » pour organiser ces élections, a-t-il précisé.

Malgré cela, Jeffrey Feltman a reconnu que le parcours était encore long. A ce sujet, il a dit : « Nous sommes bien conscients que des élections crédibles nécessitent une entente en matière d'accords politiques, de soutien technique, d'un cadre législatif qui doit encore être mis en place et d'une loi électorale mais également des conditions de sécurité qui doivent être réunies afin de permettre le déroulement d'élections dans toute la Libye ».

Le secrétaire général adjoint a, en outre, rappelé que l'accord politique inter-libyen de 2015 était le seul cadre viable pour mettre fin à la période transitoire.

Il effectuera une visite en Tunisie et en Libye, qui devrait se poursuivre jusqu'à vendredi.

L'ONU presse pour une fin pacifique de la période de

transition en 2018, alors qu'en décembre dernier, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen, avait indiqué qu'il appuyait la tenue d'élections en Libye, tout en menaçant de prendre le pouvoir si ce processus politique n'aboutissait pas. Sa déclaration n'avait pas surpris le gouvernement d'union nationale reconnu par la communauté internationale, puisque le maréchal Haftar, appuyé par un parlement élu en 2014 et basé dans l'est du pays, ainsi que le gouvernement parallèle de l'est libyen, n'a jamais reconnu la légitimité du gouvernement établi à Tripoli et issu de l'accord de 2015.

La Libye est engluée dans une interminable crise de transition depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Cette situation s'explique par des rivalités incessantes entre milices et responsables politiques, mais aussi par une insécurité persistante. Conséquence : l'économie de ce pays riche en pétrole est actuellement en lambeaux.

Nestor N'Gampoula

MUSIQUE

L'album « Inspiration 242 disque dur » bientôt disponible

Après le succès de son premier single « La vie est belle », Prince Capucino est en studio pour la préparation de son prochain opus, une oeuvre de huit titres en featuring.

Chanteur, danseur, compositeur et interprète, Prince Capucino est originaire du Congo-Brazzaville. Artiste talentueux, il évolue en France en carrière solo. En septembre 2016, il a sorti son premier single, « La vie est belle », en featuring avec la chanteuse camerounaise, Eva Hikapoka. En 2017, il a mis sur le marché son deuxième single, « K2000 », une fusion du soukous et du coupé-décalé. Prince Capucino est actuellement en cours de programmation auprès des radios FM et Web tant sur le territoire métropolitain qu'africain. Il collabore avec les artistes nationaux et internationaux dans la réalisation

de « Inspiration 242 disque dur » qui sera joué au style du soukous et du coupé-décalé. L'artiste invite, par ailleurs, le public à découvrir ses deux précédents singles, à savoir « La vie est belle » et « K2000 » avant la sortie du prochain opus.

De son vrai nom Prince Yvon Mbaya, Prince Capucino crée en 2008 avec ses amis GFOX et FK, le groupe Academia SP. L'orchestre se produit en région parisienne, dans des night-clubs, fêtes et lieux publics. Il quitte Academia et se lance en carrière solo. La musique pour lui est une passion partagée en famille. Depuis son enfance, Prince Capucino se fait bercer par les sons musicaux des Bantous de la Capitale. A l'âge de 15 ans, plus précisément en 2001, il va en France pour poursuivre ses études en s'installant à Marseille puis en région parisienne.

Rosalie Bindika

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

France, quart de finale de la Coupe de la Ligue

Convoqué dans le groupe de 20 Monégasques, Jordi Mboula a assisté au succès de l'ASM sur le terrain de Nice (2-1).

Israël, 17^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Mavis Tchibota est entré à la 84^e lors du match nul du Bnei

Yehuda sur le terrain du leader, l'Hapoel Beer Sheva (0-0). Avec 27 points et 5 longueurs d'avance sur son premier poursuivant, Bnei Yehuda est 6^e.

Israël, 17^e journée, 2^e division

Le Beitar Tel Aviv de Romaric Etou bat largement l'Ironi Nesher (3-0). Et porte son avance à 3 points sur la 9^e place, synonyme de play-down.

Camille Delourme

RASSEMBLEMENT DE L'OPPOSITION

La cohésion du G7 mise à rude épreuve

Le président de la plateforme pro Katumbi est monté au créneau pour réclamer la tenue urgente d'une réunion en vue d'adopter des stratégies communes pour obtenir la « transition sans Kabila ».

L'unité du G7, la plate-forme créée en juin 2016 à Genval autour de l'emblématique feu Étienne Tshisekedi, est mise à rude épreuve ces derniers temps. Des informations faisant état des dissensions entre les composantes de ce regroupement politique ont précipité son éclatement alors qu'il n'en est rien dans les faits. Nonostante les secousses qui ont failli faire écrouler son édifice, le groupe de sept partis politiques soutenant la candidature de Moïse Katumbi se maintient tout de même, résistant au mauvais vent.

Alors qu'il avait pris congé de son poste de président du G7/ex-Katanga, Gabriel Kyungu était déjà considéré comme démissionnaire par certaines mauvaises langues, et avec lui, Danny Banza, un autre cadre de la plate-forme. De la même manière, les relations entre Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi étaient présentées comme tendues avec, à la clé, une rupture programmée entre les deux



Moïse Katumbi

opposants qui ne parleraient plus un même langage par rapport à leur combat politique. L'un et l'autre entendraient incarner le leadership de l'opposition et, de ce fait, leurs ambitions personnelles reposeraient, pour l'heure, sur des vues diamétralement opposées qu'accentueraient des égos mal dissimulés.

La rumeur persistante sur un éventuel éclatement du G7 a fini par mettre sous sa coupe une opinion interne pas très au faite de ce qui se passe dans cette famille politique. Il a fallu que les deux principaux concernés fassent, à partir de l'étranger, un communiqué conjoint pour tordre le coup à une rumeur qui prenait du volume. Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi

ont invité les Congolais à rejeter la campagne de calomnie et de médisance qu'ils ont attribuée au pouvoir en place, déterminé selon eux, à diviser le leadership de l'opposition.

Un malaise néanmoins perceptible

Malgré cette mise au point, un malaise qui ne dit pas son nom est néanmoins perceptible dans ce regroupement politique qui ne peut, hélas!, échapper à l'émergence des courants internes. Tous les membres du G7 ont-ils le même entendement du schéma d'une « transition sans Kabila » et des enjeux politiques actuels ? Certainement pas. Il en est de même

du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement dont le G7 est affilié. A son niveau, des sons discordants se font entendre quant à la manière d'appréhender l'enjeu politique lié à la transition. Face à ce qui apparaît comme un imbroglio dans un regroupement qui tient à son unité d'action, le président du G7, Pierre Lumbi, est monté au créneau pour réclamer la tenue urgente d'une réunion en vue d'adopter des stratégies communes pour obtenir la « transition sans Kabila ». Il a fait part de cette proposition dans une correspondance datée du 9 janvier, dans laquelle il a invité Félix Tshisekedi, en sa qualité de président du Rassemblement, à convoquer cette réunion censée recadrer l'action de ce regroupement par rapport aux enjeux politiques de l'heure. Outre le fait de statuer sur le mode de communication à adopter pour pérenniser « l'unité et l'efficacité » du Rassemblement, il sera également question, au cours de cette rencontre, de permettre à cette famille politique d'avoir le même entendement sur les questions essentielles en vue de réorienter son combat pour l'alternance.

L'harmonisation des points de vue est de mise

Pierre Lumbi pense qu'il est fondamental à cette étape de la lutte pour l'instauration d'un Etat de droit et de la démocratie, d'harmoniser les points de vue, notamment sur la stratégie de communication de manière à renforcer l'unité du groupe et l'efficacité d'action. Il est question, suggère-t-il, de se donner les moyens de mise en œuvre des stratégies idoines pour atteindre l'objectif d'une « transition sans Kabila ». Pour tout dire, le G7 entend, après évaluation, requalifier son action politique tout en recadrant certains de ses leaders qui ont failli en multipliant des initiatives souvent personnelles, inopportunes et sans impact qui trahissent une absence de coordination au sein de la plate-forme. C'est pour régler tout ce dysfonctionnement et aplanir les divergences aux fins de planter le décor du renouvellement de la pensée que la tenue de cette réunion d'évaluation s'impose. Un virage à négocier avec tact pour consolider l'unité du groupe, à défaut de sombrer corps et biens.

Alain Diasso

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



VIOLENCES DU 31 DÉCEMBRE

L'ONU réclame des enquêtes

Le secrétaire général adjoint pour les opérations de paix des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix, a réclamé le 9 janvier à Kinshasa «des enquêtes» sur les auteurs des violences du 31 décembre commises par des forces de sécurité congolaises contre des civils.

«Il est essentiel que les autorités nationales compétentes diligentes les enquêtes nécessaires pour établir les responsabilités et traduire en justice les auteurs présumés de violations des droits de l'homme», a indiqué M. Lacroix devant le Conseil de sécurité. Il a aussi déploré «les entraves» au travail des Casques bleus ce jour-là par les forces de sécurité de la République démocratique du Congo. D'après l'ONU et la nonciature apostolique, au moins cinq personnes sont mortes dans la dispersion de marches organisées le 31 décembre 2017 à l'appel de laïcs proches de l'Eglise qui demandaient au président Joseph Kabila de déclarer publiquement qu'il quitterait le pouvoir et ne se représenterait pas.

M. Kabila n'a pas organisé d'élections dans son pays alors que son second et dernier mandat a pris fin le 20 décembre, provoquant des manifestations étouffées dans le sang en septembre et décembre. Des élections pour organiser son départ et sa succession sont désormais prévues le 23 décembre 2018. Selon la nonciature, cent trente-quatre

paroisses ont été encerclées et cinq messes interrompues le 31 décembre. «La situation politique reste extrêmement fragile» et «la situation sécuritaire des plus préoccupantes», a souligné M. Lacroix. «Le dialogue reste la seule voie» pour sortir le pays de la crise, a-t-il ajouté, mettant en garde contre tout nouveau retard du calendrier électoral. L'ambassadeur français à l'ONU, François Delattre, a «fermement condamné les violences» commises par les forces de sécurité et a appelé à «une application effective» du calendrier électoral. Sur la même ligne, son homologue ivoirien, Bernard Tanoh-Boutchou, a appelé tous les acteurs en RDC à «la retenue» et à «éviter les manifestations violentes». Ignace Gata Mavita, ambassadeur onusien de la RDC, a dénoncé des manifestations le 31 décembre dont les organisateurs n'ont pas respecté les procédures prévues par la législation du pays. «S'agissant des éléments des forces de l'ordre qui se seraient introduits dans les églises, (...) une enquête a été ouverte et des sanctions vont être envisagées «à l'endroit des coupables», a-t-il précisé. Début janvier, le gouvernement avait «félicité les forces de police et de sécurité» qui avaient fait preuve «de rigueur, de fermeté et de conformité au droit international humanitaire dans la gestion» des marches du 31 décembre 2017.

AFP

PROCÈS EN APPEL DE JEAN PIERRE BEMBA

La défense tente de modifier le jugement de la première instance

Les avocats de l'ancien vice-président de la RDC ont demandé, le 9 janvier à la Cour pénale internationale (CPI), d'annuler le jugement de première instance, accusant les juges de «manque d'impartialité».



Jean-Pierre Bemba

Le procès en appel de Jean-Pierre Bemba se poursuit à la CPI. Au cours de l'audience du 9 janvier, la défense de l'ex-challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011 a tenté d'obtenir un renversement de la décision prise en première instance qui avait écopé leur client. Condamné à dix-huit ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, Jean-Pierre Bemba avait interjeté appel et les audiences en cours se présentent comme celles de la dernière chance pour le «blanchir». C'est en tout cas ce à quoi s'emploient ses avocats qui ont relativisé la portée du jugement prononcé en première instance, estimant qu'il trahissait un manque d'impartialité. Séance tenante, l'avocat Peter Haynes a

sollicité de la Cour l'annulation pure et simple de ce premier jugement pris par des juges visiblement conditionnés.

En effet, d'après Peter Haynes, la chambre de la première instance avait délibérément choisi d'ignorer un grand nombre de preuves présentées par la défense. Dans la foulée, il a dénoncé l'approche biaisée et déséquilibrée de la Cour par rapport aux preuves apportées par la défense alors qu'elles étaient en rapport étroit avec la problématique centrale. Et d'ajouter que même le témoignage d'un officier français à la retraite, le général Jacques Seara, fut rangé au placard par une Cour visiblement orientée. Et pourtant, a fait remarquer Peter Haynes, l'officier français soutenait dans son témoignage que Bemba ne commandait pas ses troupes quand elles ont commis les crimes pour lesquels il est accusé. Or, la prise en compte d'une telle contribution émanant d'une source crédible ayant été sur le terrain au moment des faits était susceptible de remettre en cause toute l'accusation.

Qu'à cela ne tienne. Les affirmations du général Jacques Seara ont été complètement balayées d'un revers de main par les juges autant que d'autres qui tendaient à laver Jean-Pierre Bemba de l'opprobre, a souligné Peter Haynes. L'avocat n'eut pas gain de cause, car pour la représentante de l'accusation, Helen Brady, la défense «n'avait pas montré pourquoi la décision devait être renversée». Et de soutenir que Jean Pierre Bemba a eu droit à un procès équitable et que tous les arguments développés en faveur de l'appel devraient être réfutés.

Rappelons que Jean-Pierre Bemba - reconnu coupable en vertu du principe de «la responsabilité du commandant» -, avait été condamné à la peine la plus lourde jamais imposée par la Cour basée à La Haye. Il a été jugé, au premier degré, responsable de la vague de meurtres et de viols commis par sa milice, le Mouvement de libération du Congo, en Centrafrique voisine entre octobre 2002 et mars 2003.

Alain Diasso

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.

Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gesso
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

SANTÉ

La CPS redynamisée, une stratégie efficace de lutte contre la malnutrition

Selon l'enquête démographique et de santé 2013-2014, 43 % d'enfants congolais de moins de 5 ans souffrent de la malnutrition. Les statistiques sont certes inquiétantes mais il existe des moyens efficaces, accessibles et peu onéreux pour lutter contre cette maladie en RDC.

Parmi les nouvelles stratégies de lutte contre la malnutrition qui mine la vie des moins de cinq ans en RDC, le Dr Toussaint Tusuku, chef de division chargé des interventions au Programme national de nutrition (Pronanut) cite la consultation préscolaire (CPS) redynamisée, autrefois appelée consultation préscolaire.

La CPS redynamisée, explique-t-il, est une plate-forme pendant laquelle les parents, dans un climat détendu, sont instruits par le personnel de santé sur le paquet d'interventions promotionnelles et préventives en faveur de l'enfant de la naissance jusqu'à l'âge de 5 ans.

Ce paquet d'activités promotionnelles recommandé aux parents comprend quelques pratiques familiales essentielles parmi lesquelles l'allaitement maternel, l'alimentation de complément du nourrisson et du jeune enfant, la promotion de l'hygiène et faire dormir l'enfant sous la moustiquaire imprégnée.

Pour assurer une bonne croissance et un bon développement de l'enfant, il est recommandé qu'il soit exclusivement allaité au sein jusqu'à l'âge de six mois. Après, laisse entendre le Dr Tusuku, les besoins nutritionnels



A la CPS, l'enfant est suivi comme il faut pour prévenir certaines maladies dont la malnutrition

de l'enfant ne sont plus couverts uniquement par le lait maternel. « Il faut montrer à la mère comment donner à l'enfant les aliments de complément. On fait des démonstrations pour apprendre à la mère les mélanges qu'elle doit faire pour une bonne alimentation à quatre étoiles », indique-t-il.

Pour le Dr Tusuku, l'alimentation à quatre étoiles est celle qui comprend tous les groupes d'aliments dont le corps a besoin. « Il faut que l'enfant ait une alimentation riche en protéines végétales et animales, une alimentation qui lui apporte les vitamines, les sels minéraux et l'énergie. On peut prendre une

recette simple dans laquelle il y a la légumineuse, les céréales tels que le maïs, le soja. Il est recommandé aussi d'ajouter un peu de légumes. Il faut aussi donner à l'enfant des fruits. C'est ce qu'on appelle une alimentation à quatre étoiles », explique le docteur, qui souligne que si l'enfant est suivi à la CPS une fois par mois de la naissance jusqu'à deux ans, il est difficile qu'il tombe souvent malade ou souffre de la malnutrition.

La CPS ne se limite pas à la seule vaccination

C'est jusqu'à l'âge de 5 ans qu'un enfant doit être suivi à la CPS. Celle-ci est généralement gratuite, à l'exception d'une fiche

à acheter une fois pour toute la durée. La CPS redynamisée comprend le volet promotionnel avec certaines pratiques familiales clés et le volet préventif qui inclut la vaccination, la supplémentation en vitamine A, le déparasitage au Mebandazole.

Pour le Dr Annie, la CPS permet aux parents de mieux suivre le développement et la croissance de leur enfant. Pour ce faire, elle ne doit pas s'arrêter à la vaccination qui n'est qu'une des interventions de cette nouvelle stratégie de lutte contre la malnutrition.

La stratégie CPS redynamisée est différente de la CPS qui était réduite à la simple vaccination.

Dès que l'enfant totalisait onze mois, la consultation préscolaire s'arrêtait, au moment où la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans bat le record.

« Il faut donc surveiller l'enfant. La CPS ne doit pas s'arrêter à onze mois. On doit continuer à surveiller la croissance de l'enfant jusqu'à cinquante-neuf mois », martèle le Dr Annie tout en ajoutant que cette nouvelle stratégie permet de mettre l'accent sur le consulting individuel. « A côté des conseils en groupe ou de masse, on met l'accent sur les conseils individuels, parce que le problème diffère d'un enfant à un autre. Des conseils sont orientés en fonction des problèmes que l'enfant connaît. », précise-t-elle.

En vue de changer cette compréhension de choses qui fait que la CPS soit réduite à la simple vaccination, le ministère de la Santé publique, à travers le Pronanut, révèle le Dr Annie, a commencé à redynamiser cette plate-forme pour aider les enfants congolais à mieux croître, vu le taux de malnutrition qui est en train de battre le record dans le pays.

C'est dans ce cadre que l'Unicef apporte comme d'habitude son appui au gouvernement sur le plan financier pour la formation des prestataires. « L'Unicef met également à la disposition du ministère de la Santé des matériels appropriés comme les fiches de croissance qui permettent de monitorer cette activité. », a-t-elle conclu.

Aline Nzuzi

MARCHE DU 31 DÉCEMBRE

Nikki Haley hausse le ton

La diplomate américaine aux Nations unies a tenu à rappeler au chef de l'État congolais qu'il doit quitter le pouvoir au plus tard cette année comme il s'y était engagé.

A la suite du Conseil de sécurité de l'ONU, de la Belgique, de la France et d'autres Etats qui ont exprimé leur indignation contre la répression violente des fidèles catholiques le 31 décembre dernier, alors qu'ils revendiquaient l'application intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre, l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU a joint sa voix à celles qui se sont déjà exprimées en ne ménageant guère les forces de sécurité congolaises. Dans un communiqué publié le 9 janvier à New York, Nikki Haley n'est pas allée par le dos de la cuillère pour stigmatiser le rôle peu flatteur joué, lors de ces évé-

nements, par les forces de sécurité du gouvernement.

Tout en déplorant l'usage par elles « d'une force excessive contre leurs propres citoyens, en recourant à des munitions réelles contre les protestataires et à des gaz lacrymogènes dans des églises, et en arrêtant des civils – dont des enfants de cœur », la diplomate américaine les tient pour responsables des dérapages ayant émaillé la marche des catholiques. Nikki Haley s'est également insurgée contre le fait que les forces de sécurité congolaises ont refusé au Bureau des droits de l'homme de l'ONU « l'accès aux morgues, aux hôpitaux et aux centres de détention pour tenter de déterminer l'ampleur de la violence ».

Dans la foulée, elle a exhorté le président Joseph Kabila



Nikki Haley

à rendre ses forces de sécurité responsables des dérives constatées. « Entendre des rapports de brutalité et de cruauté contre des civils innocents et des enfants dans les lieux les

plus sacrés est vraiment horrifant », note-t-elle tout en plaidant pour le respect, par l'autorité suprême du pays, des droits de ses citoyens et de son engagement à quitter le pouvoir,

conformément à la Constitution de la RDC à la suite d'élections crédibles en décembre 2018. A ce sujet, elle a promis de veiller à ce que cet engagement soit tenu.

Alain Diasso

ENFANTS EN RUPTURE FAMILIALE

Des ONG s'en préoccupent

Afin de réaliser une enquête de ménage sur les facteurs de dysfonctionnements familiaux dans environ deux cents familles de Pointe-Noire, une séance de formation des enquêteurs retenus a été organisée, le 10 janvier, par l'Association jeune exprime-toi sur le sida (Ajets), le Cercle d'actions pour la promotion du bien-être social (Cabs) et l'Association des jeunes sociologues (AJS).

C'est dans le cadre du projet étude sociologique sur les facteurs de dysfonctionnements familiaux à l'origine du phénomène des enfants de la rue qu'a été initiée l'action financée par le Programme concerté pluri-acteurs qui bénéficie du soutien financier de l'Agence française de développement et du Comité français pour la solidarité internationale. L'Ajets est la porteuse du projet et en assure aussi la coordination.

Réaliser et diffuser une étude sociologique sur les facteurs de dysfonctionnements familiaux, qui sont à l'origine des divorces, en vue de proposer des stratégies efficaces qui prennent en compte la composante famille et la communauté dans la resocialisation des enfants de la rue sont les principaux objectifs du projet. À terme seront menées des actions de plaidoyer à l'endroit des pouvoirs publics pour les amener à appliquer les textes et conventions en la matière, ratifiés par la République du Congo, d'une part, et pour intégrer la stratégie validée qui prend en compte la composante famille et communauté dans les politiques familiales et les programmes de prise en charge de l'enfance vulnérable, d'autre part.

Animée par Rufin Mafouta de l'AJS et Henri Moukongo du Cabs, la séance de formation des enquêteurs sur les techniques de collecte des données a été axée sur la technique d'enquête, la présentation du guide de l'enquêteur et du questionnaire. Des présentations qui ont été suivies d'une séance de jeu de rôles et post test.



La photo de famille lors de la formation des enquêteurs crédit photo «DR»

Faible implication des communautés dans la resocialisation des enfants vulnérables

Au regard du constat fait par les ONG Ajets, Cabs et AJS, il apparaît aujourd'hui que l'augmentation exponentielle du phénomène des enfants de la rue, en dépit du dispositif mis en place, est perçue à deux niveaux : les difficultés liées à la réinsertion des enfants de la rue dans leurs familles, le départ continu d'autres enfants des familles vers la rue. Aussi les interventions menées par les différents acteurs portent-elles plus directement sur les enfants et pas assez sur les familles dont ils sont issus, alors que les enfants partent toujours des familles avant de se retrouver dans la rue. D'où la difficulté, d'une part, de stopper ce phénomène car les enfants restent prédisposés à quitter leurs familles et, d'autre

part, les familles ne sont pas souvent préparées à recevoir les enfants et à les réunifier, surtout celles qui sont recomposées. Les communautés n'étant pas fortement impliquées dans la resocialisation des enfants vulnérables, il est donc évident que plusieurs paramètres liés aux dysfonctionnements des familles dans le contexte actuel ne sont pas encore maîtrisés et pris en compte. D'où la justification de la réalisation de cette étude sociologique complémentaire auprès des familles et des communautés, en vue de proposer une réponse qui prendrait en compte les composantes enfants vulnérables- communautés, famille et pouvoirs publics dans l'application des programmes et des politiques plus intégrés et plus orientés vers la protection des familles surtout celles qui sont vulnérables.

Après le travail d'enquête auprès des ménages éligibles qui va durer six jours, d'autres activités vont suivre telles l'organisation des ateliers et diffusion du rapport, l'organisation des réunions de plaidoyer, l'élaboration d'une stratégie efficace qui prend en compte les composantes familles-communauté dans la resocialisation des enfants de la rue.

Le phénomène des enfants de la rue prend de plus en plus de l'ampleur en République du Congo. Au nombre des causes qui poussent ces enfants à quitter leurs familles figure le divorce des parents, ont répondu les enfants de la rue interrogés lors d'une récente étude sociologique sur ce phénomène.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



KUNG-FU

La Fécoka-Ama appelée à conserver les talents

Trois mois après son retour du stage international de kung-fu au temple de Chaolin en Chine, dans le cadre d'échange de culture sino-africain, Malachie Laurdin Assounga, athlète résidant à Pointe-Noire, sollicite des autorités de tutelle la préservation des acquis.

Malachie Laurdin Assounga dit Esaïe, de Pointe-Noire; Stéphane Lingoli, Ravy Mpiaka et Dorphech Moukouri de Brazzaville; ainsi que quatorze autres Africains venus de la République démocratique du Congo, du Togo, de la Côte-d'Ivoire et du Tchad ont été à l'école de Jackie Chan et Jet Li, du 3 juillet au 27 septembre 2017. Le stage de kung-fu au temple de Shaolin en Chine a été un succès pour le Congolais. « Nous avons passé la formation de trois ans en trois mois. Elle était accélérée et difficile au départ. Les deux premières semaines, neuf de nos amis ont été hospitalisés avant de nous rejoindre. C'est au bout du premier mois qu'on s'est adapté avec les encouragements des autres », a-t-il expliqué. Et d'ajouter : « Nous étions entourés et formés par les moines. Chaque moine avait sa spécialité, on avait un moine pour la boxe chinoise, un moine pour le wushu ou le code acrobatie ainsi de suite. En bref, nous étions formés par des experts ».

À l'issue des trois mois de formation, les dix-huit athlètes africains ont reçu les diplômes d'échange culturel sino-africain et l'autorisation d'ouvrir les clubs dans leurs pays respectifs. Depuis son retour au pays, Malachie Laurdin Assounga est très fier de lui-même et de ses coéquipiers qui ont honoré la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (Fé-



Malachie Laurdin Assounga en plein exercice en Chine «DR»

coka-Ama) à ce stage puisqu'à la fin, cinq des dix-huit stagiaires ont été retenus pour y repartir quand ils voudront pour une formation de longue durée. Parmi eux, deux Congolais, à savoir le Brazzavillois Stéphane Lingoli et Shaolin Shan, le nom de baptême du Ponténégrin Ma-

lachie Laurdin Assounga. « Je me sens en forme. C'est comme si j'étais une autre personne, j'ai plein d'énergie et je me sens au dessus du monde. Aujourd'hui, nous sommes capables de représenter le Congo valablement au niveau international, parce que nous avons appris le

kung-fu moderne et traditionnel. Voilà pourquoi nous sommes aptes. Et nous ne voulons pas être les seuls. Pour multiplier les chances du Congo dans les compétitions internationales, nous devons former aussi les autres dans les différentes catégories », a-t-il déclaré.

Cependant, pour traduire la volonté du temple formateur dans les faits, un mois après son retour à Pointe-Noire, Malachie a ouvert son club dénommé Wing. Il a remercié le président de la Fécoka-Ama qui a facilité leur formation, et lui sollicite de valoriser les talents acquis à travers l'organisation de plusieurs stages au niveau national. « C'est à notre fédération de nous valoriser, parce que nous avons des diplômes et des atouts. Nous pensons qu'après notre formation, les autorités sportives doivent mettre à notre disposition la logistique pour nous permettre de transmettre la connaissance apprise. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle, dès notre retour, j'ai ouvert mon club pour transmettre ce que nous avons appris aux autres. En gardant le savoir, je peux aussi tout perdre. Donc, je me suis mis au travail rapidement », a renchéri Malachie Laurdin Assounga qui suggère à la Fédération d'organiser des stages dans tous les départements, trois à quatre fois dans l'année. Cela, a-t-il soutenu, va leur permettre de s'exprimer et de faire connaître leur art au public. Malachie Laurdin Assounga a enfin souligné qu'ils sont en contact permanent avec les formateurs jusqu'à ce que la Fédération décide de solliciter de la Chine leur formation de longue durée.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Fanie Fayar en concert

Très attendue à Pointe-Noire, l'étoile montante de la chanson congolaise se produira le 12 janvier à l'Institut français du Congo (IFC) et le 13 janvier à l'Espace du trentenaire. L'occasion est donnée aux Ponténégrins de découvrir son nouvel album intitulé «Boyamba Ngai».

Médaillée d'or dans la catégorie chanson aux 8e Jeux de la Francophonie qui se sont déroulés en juillet 2017 en Côte-d'Ivoire, Fanie Fayar ne cesse d'émerveiller par sa voix et sa présence scénique qui lui ont valu le soutien du grand Youssou Ndour dont elle a fait la première partie de sa prestation à Bercy, en novembre 2017.

Auteure, compositrice, interprète et danseuse, Fanie Fayar est une artiste complète. Ancienne choriste et ancienne membre des groupes Yela-Wa, Tandala et Nkota, elle joue plusieurs instruments traditionnels (tam-tam, ndara, sanza et balafon), fruit de sa longue expérience en musique commencée depuis 1996. L'artiste chante aussi en plusieurs langues du Congo et d'ailleurs, notamment le lari, le lingala, le bambara, le wolof, le français, l'espagnol...

Le public ponténégrin qui attend de la voir sur les scènes de l'IFC et de l'Espace du trentenaire (où le concert de l'artiste est signé du Comité paritaire de gestion des œuvres sociales de Total E&P Congo) aura la joie de découvrir les différents titres de son tout nouvel album «Boyamba Ngai».

«Fanie Fayar a un parcours de combattante, elle a bossé avec des grands de la musique africaine. C'est une bonne chose qu'elle vienne rencontrer et présenter son travail au public de Pointe-Noire. Je sais que je vais assister à un très bon spectacle ce samedi et je suis sûr qu'elle va surprendre plein de gens par la qualité de sa prestation, son dynamisme et par la force de son travail.», a estimé, tout confiant, Pierre Laver Mabiala, artiste et promoteur culturel.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



Fanie Fayar

FOOTBALL

CS la Mancha s'oppose à AC Léopards

Le club sportif la Mancha reçoit, le 11 janvier, au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'Athlétic club Léopards en match amical dans le cadre des préparatifs des compétitions africaines des clubs. La Mancha jouera la Coupe de la Confédération africaine de football tandis que l'AC Léopards de Dolisie, champion du Congo en titre, est engagé en Ligue des champions d'Afrique. Cette rencontre a été sollicitée par la Mancha afin de jauger son niveau.

Charlem Léa Legnoki

ARTS MARTIAUX

Les judokas congolais en stage en France

Une douzaine de compétiteurs sont en formation à Paris pour mettre à jour leurs connaissances sur les plans technique, tactique et physique.

« C'est aux judokas cadets et juniors que nous avons donné l'occasion de participer à ce stage international. L'avenir du judo congolais que nous voulons radieux est entre leurs mains. C'est donc aujourd'hui qu'il faut les préparer pour des lendemains meilleurs », a indiqué Me Francis Ata, vice-président de l'Union des associations congolaises de judo et disciplines associées (Unasco-Juda), qui est à la tête de la délégation de ces judokas en formation à Paris. Ils sont Diables rouges pour la plupart. Au judo, jamais les athlètes congolais n'avaient participé à un stage d'un si haut niveau, à en croire Me Francis Ata.

Ce stage international est animé par le maître japonais Go Tsunoda, entraîneur de l'équipe nationale du Portugal de judo, et par le maître franco-congolais Darcel Yandzi, ceinture noire 6e dan, entraîneur de l'équipe nationale de France.

Les enseignements portent sur le kumité (combat conventionnel),



les attaques, contre-attaques et les déplacements sur l'aire de combat, question d'apprendre à occuper rationnellement l'espace sur le tatami pendant les combats. « Il y a des techniques et combinaisons que nos athlètes viennent de découvrir grâce à ce stage. Ce qui leur permet de renouveler leurs connais-

sances d'autant plus que la discipline évolue jour après jour », a expliqué le vice-président de l'Unasco-Juda.

L'entraîneur de l'équipe de France, Darcel Yandzi, s'est dit satisfait de voir les judokas de son pays d'origine tirer profit d'un tel stage. « Pour évoluer, il faut voir ce que les autres font, échanger,

tout en se mesurant aux plus grands. Je suis très fier de voir le Congo être représenté ici », a-t-il dit. Il est vrai que les performances et les résultats, dans des compétitions, dépendent aussi de la qualité du travail avec les partenaires d'un certain niveau sur le tatami. Darcel Yandzi s'est, par ailleurs, dit prêt à accompagner

les judokas congolais autant qu'il le pourra. Il est disposé à animer les stages de formation à travers le territoire national pourvu que les dirigeants du judo congolais lui ouvrent les portes.

Le public sportif congolais est conscient cependant que les judokas sont divisés. La fédération a en face d'elle des dissidents qui pensent que rien n'est fait pour le développement de la discipline sur le territoire national. Certains membres du bureau exécutif ont organisé une assemblée pour destituer le président Marien Ikama Nguabi. Celui-ci conteste les accusations portées contre lui et juge irrégulière la décision de sa destitution. Ce qui est vrai, c'est que ce sont les athlètes qui paient le lourd tribut. A tous ces judokas désemparés, Me Francis Ata adresse un message d'encouragement de Paris. « Je demande aux judokas de ne pas se décourager, de continuer à travailler. La situation du judo congolais sera résolu », a-t-il déclaré.

Le stage international auquel prennent part les judokas congolais en France sera clôturé le 17 janvier.

Rominique Makaya

MINISTÈRE DES SPORTS

Des Fédérations sportives pourvues de matériels

Le ministre de tutelle, Hugues Ngouélondélé, a mis à la disposition de quatre fédérations de sports de combats une quantité importante d'équipements en vue d'améliorer la qualité du travail pour des rendements meilleurs.

En recevant tour à tour les fédérations sportives nationales, Hugues Ngouélondélé avait noté les doléances de celles-ci : précarité des conditions de travail, manque de matériel entre autres. Le 10 janvier, le ministre des Sports a apporté la réponse aux problèmes posés. Les fédérations de karaté, de boxe, de kurash et de Jiu-jitsu ont reçu de ses mains un lot de kits sportifs. Dix surfaces de combat (tatami), quatre-vingt-sept ceintures, un carton de bandage pour les karatékas. Une salle d'entraînement a été officiellement mise à la disposition de l'équipe nationale de karaté dans l'enceinte du gymnase Nicole-Oba de Talangaï, le sixième arrondis-

sement de Brazzaville.

Les boxeurs ont reçu, entre autres, mille cinq cents paires de gants, cinquante-quatre casques, quatre cartons de bandage. Le Jiu-jitsu a bénéficié d'une surface de compétition, la fédération de kurash en a reçu deux avec des cartons de bandage. Chacune des fédérations a reçu des balances qui permettent de faire des pesées avant chaque compétition pour mesurer le poids des compétiteurs et les classer par catégorie.

Les dirigeants de toutes les fédérations bénéficiaires ont salué l'initiative du ministre des Sports et de l'éducation physique en constatant que leurs doléances ne sont pas restées lettres mortes. Louis Ondongo pour le karaté, Richard Mouambouma pour la boxe, Francis Anga pour le kurash et Bérêche Djoubé pour le jiu-jitsu. « Nous vous remercions de cet appui et vous rassurons que nous en ferons bon usage », a déclaré ce dernier qui s'est exprimé au



Une vue des surfaces de combat (tatami) reçues par les fédérations/ Crédit photo Adiac

nom de tous les dirigeants des fédérations concernées. Les démonstrations des katas et les combats d'exhibition ont agrémenté la cérémonie.

Handball

Pendant que le ministre des Sports et de l'éducation physique procédait à la remise des équipements sportifs dans une salle de

conférence, sur la principale aire de jeu du gymnase Nicole-Oba, l'équipe nationale masculine de handball poursuivait sa préparation au Championnat d'Afrique de la discipline dont le coup d'envoi est prévu dans quelques jours à Libreville, au Gabon. A cette compétition, qui se disputera du 16 au 28 janvier, les Diables rouges livreront le match

d'ouverture face au Gabon, pays hôte.

Hugues Ngouélondélé s'est donc fait une idée du niveau des compétiteurs congolais en rappelant la nécessité de faire de bons résultats surtout que la compétition continentale est dénommée "Challenge Denis-Sassou-N'Gouesso", en hommage au président congolais.

Rominique Makaya